

La gestion de l'eau n'est pas un long fleuve tranquille

À quatre jours de l'ouverture de la Cop 30, un colloque sur l'eau a eu lieu au siège de la Cgt, à l'initiative d'Indecosa-CGT. Il a été l'occasion d'échanger sur la nécessité, dans les toutes prochaines années, de repenser la gestion de la ressource pour répondre aux besoins des populations.

L'association pour l'information et la défense des consommateurs salariés (indecosa) « est née en 1979 de la volonté de la Cgt de se doter de moyens nouveaux pour agir dans les domaines de la consommation, de l'environnement et du cadre de vie. Avec 200 permanents sur le territoire métropolitain, elle traite quelque 6 000 dossiers par an ». Pour les adhérents CGT « une quote-part de la cotisation est affectée au fi-

nancement d'Indecosa et donne droit à ses services gratuitement ».

Ressource limitée

Animé par la journaliste Michèle Berzosa, le colloque a proposé trois tables rondes avec une dizaine d'intervenants. Ingénieure et chercheuse en géographie, Sara Fernandez a expliqué que la gestion de l'eau par les industriels et par

l'agriculture a été conduite durant des décennies « comme s'il s'agissait d'une ressource illimitée, ce qui n'est pas le cas ». Elle a aussi montré que payer la facture d'eau est de plus en plus difficile pour les ménages pauvres. À ce sujet Jean-Claude Oliva, directeur de l'association Eau-Ille de France, a proposé « la mise en place d'un observatoire des impayés ». Anne-Morwen Pastier, hydrogéologue, a rappelé que les politiques d'arasement des haies et des talus menées dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, dans le cadre du remembrement des terres agricoles, se sont traduites par moins de pénétration de l'eau dans les sols et plus de ruissellement. Raison de plus pour renoncer aux « bassines » qui pompent l'eau dans les nappes pour irriguer le maïs en été. Avec le réchauffement climatique, l'évaporation est également plus importante, tandis que le recul de la densité en vers de terre diminue l'aération des sols indispensable à l'absorption de l'eau de pluie.

PHILIPPE AGHION, C'EST « CO₂ MON AMOUR »

Le prix Nobel d'économie 2025 a été attribué à Philippe Aghion, ami et conseiller du président Macron. L'économiste fait sienne la « théorie des avantages comparatifs » conceptualisée voilà deux siècles par David Ricardo pour augmenter les profits en réduisant les salaires. Les grands patrons l'utilisent pour délocaliser les productions industrielles dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre.

Selon l'Insee, la part de l'industrie dans le Produit intérieur brut (PIB) de la France n'était plus que de 11,2 % en 2014, contre 22,4 % en 1970. S'y ajoute le bilan carbone de la destruction d'usines en bon état de marche chez nous, celui de la construction de celles qui les remplacent dans les pays à bas salaire. Philippe Aghion ose pourtant affirmer qu'ajouter la théorie de la « destruction créatrice », analysée par Joseph Schumpeter, à celle de Ricardo débouche sur l'efficacité économique.

Notons que Schumpeter écrivait en 1942, dans un livre intitulé *Capitalisme, socialisme et démocratie* et republié, en 1990 chez Payot : « Il y a beaucoup de chances, semble-t-il, pour que la concurrence bienfaisante de type classique fasse place à une concurrence destructrice, à une guerre au couteau ou simplement à des luttes pour des prises de contrôles, menées sur le terrain financier ».

Cela se passe depuis des décennies et Philippe Aghion ne l'a pas encore compris !

Prendre conscience des enjeux

Au cours de la seconde table ronde, Jean-Pierre Wauquier, président de H₂O sans Frontières, a rappelé que, dans le premier quart du ^{xxi}e siècle, « seulement un habitant sur deux a accès à l'eau potable dans le monde ». La croissance actuelle, fondée sur le libre-échange et l'utilisation des produits toxiques, fait croître les profits, mais « déstabilise l'habitabilité de la planète ». « Nous avons besoin d'une prise de conscience générale des enjeux », a-t-il ajouté. Une opi-



À l'invitation de Indecos-CGT, des acteurs du secteur de l'eau ont échangé sur l'avenir de ce bien commun.

nion partagée par Fabienne Rouchy, membre du bureau confédéral de la Cgt, qui appelle à « *modifier les politiques publiques de la gestion de l'eau et à mettre en place des procédés qui permettent d'économiser l'eau* ».

Concernant le recul des gaspillages, l'indispensable réparation des fuites sur le réseau ne fut pas abordée, pas plus que le possible stockage en citerne de l'eau qui tombe sur les toits pour certains usages domestiques, ni les volumes que l'on peut collecter sur les bâtiments publics pour nettoyer les rues.

En fin de journée, Julie Trottier, hydrologue, a ciblé les risques induits par les sols bétonnés, notamment dans le sud de la France « où l'eau de pluie qui coule dans les rues provoque souvent les inondations ». Au moment où elle prononçait ces mots à Montreuil, des pluies d'orages occasionnaient des inondations en Occitanie. □

GÉRARD LE PULL

EFFROI

« Ces vidéos ne sont pas de simples "dérapages" individuels, comme voudrait le faire croire le gouvernement. » Le 8 novembre, Michel Forst, rapporteur spécial de l'Onu sur les défenseurs de l'environnement, commente, dans un entretien à *Mediapart*, les images que le journal en ligne et *Libération* viennent de révéler. Filmées par les caméras-piétons des gendarmes (le 25 mars 2023), dépêchés en masse pour réprimer les manifestants contre les mégabassines à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), les images nous glacent. Tirs tendus sur ordre des chefs, accompagnés d'expressions chopées au contact des jeunes telles « *Ta mère la pute* » ou « *Cheh* » (« *Bien fait* »). Effrayant !

A.M.

